

DIAL D 81 COLOMBIE: 18 PRETRES ESPAGNOLS QUITTENT LE PAYS POUR PROTESTER CONTRE DES EXPULSIONS

(Au cours des dernières semaines de 1972, trois prêtres espagnols - les PP. Manolo Mandianes, Cirilo Terrán et Eutimio - étaient sommairement expulsés de Colombie: l'évêque du diocèse, Mgr Eloy Tato, avait donné son accord aux autorités policières. Accusés d'activités "subversives", ils étaient en réalité liés aux milieux paysans entrés en ébullition à partir de juillet 1971 et surtout en août 1972. Le supérieur de l'Institut missionnaire dont dépendent les trois prêtres expulsés, a approuvé la décision des 18 autres missionnaires de quitter le diocèse de Magangué et de chercher d'autres secteurs apostoliques en dehors de la Colombie).

INTERVIEW DES RESPONSABLES DE L' "INSTITUT ESPAGNOL DE MISSIONS ETRANGERES" (IEME) A L'OCCASION DE L'EXPULSION DE TROIS DE SES MEMBRES

Nom des interviewés

Le P. Genaro Artácoz, directeur général de l'IEME. Connaisseur de l'Amérique Latine. A travaillé pendant dix-sept ans dans ce continent. Administrateur apostolique de El Peten, au Guatemala, de 1963 à 1969. A participé durant cette période à plusieurs rencontres de l'Eglise latino-américaine dans le cadre du Conseil Episcopal latino-américain (CELAM).

Le P. Ramón Bosch, directeur du Département de Pastorale de l'IEME, membre de la direction générale de l'Institut.

Motif de votre voyage en Colombie?

Les récents événements qui se sont produits dans le diocèse de Magangué (Province de Bolivar) d'où ont été récemment expulsés trois de nos missionnaires.

Depuis quand les missionnaires de l'IEME travaillent-ils en Colombie?

C'est précisément cette année le cinquantenaire de l'arrivée de nos premiers missionnaires dans les provinces de Cauca et de Magdalena. Parmi eux, douze sont morts sur cette terre, dont trois par noyade dans le fleuve Magdalena.

Quelles démarches avez-vous faites au cours de votre visite?

Ce fut avant tout de réunir tous les missionnaires et de réfléchir avec eux pendant deux jours afin d'analyser:

- 1) les causes qui ont occasionné la situation extrême actuelle;
- 2) les incidences sur la vie des missionnaires à la suite de l'expulsion de trois de leurs compagnons;
- 3) l'attitude à prendre en fonction de cette réalité.

Nous sommes également entrés en contact avec le peuple pour essayer de nous rendre compte de ce qu'il pense sur les missionnaires et de la manière dont il envisage leur expulsion de Colombie.

Nous nous sommes également entretenus avec l'évêque de Magangué, Mgr Eloy Tato, et avec le nonce apostolique, Mgr Angel Palma, ainsi qu'avec les chefs du DAS (Police) de Cartagena et de Bogotá.

Après de telles démarches, quelles sont, d'après vous, les raisons de l'expulsion de ces trois missionnaires?

Il est évident que la version officielle publiée dans les journaux est totalement fausse. Nos missionnaires ne sont pas des guérilleros et ne croient pas en l'efficacité des guérillas.

Ils ont tout simplement été victimes de leur fidélité aux orientations données par l'Eglise au Concile Vatican II, à la Conférence épiscopale latino-américaine de Medellin, au dernier Synode romain et dans tant d'autres documents récents de la hiérarchie.

En fait, ils ont été expulsés parce qu'ils défendaient les droits de ceux qui sont les plus pauvres contre les intérêts privés de quelques-uns qui les dominent et qui bénéficient d'une grande influence politique et d'amitiés personnelles auprès des plus hautes autorités de la Nation.

Leur comportement était par ailleurs en parfaite conformité avec le programme diocésain de pastorale, approuvé pour cette année par l'ensemble des prêtres et l'évêque du diocèse de Magangué.

Quelle a été l'attitude de l'évêque?

Nous regrettons d'avoir à reconnaître que non seulement il n'a pas pris la défense de ces prêtres, mais il a même facilité l'action des autorités civiles.

Comment jugez-vous l'attitude des autorités civiles?

En ce qui concerne le corps de la Police, nous n'avons que peu de choses à dire, étant donné que nous avons constaté qu'ils se contentaient d'appliquer des ordres venus d'échelons supérieurs.

Par contre, il nous semble étrange que, dans une nation comme la Colombie, on ait rendu effective l'expulsion de trois missionnaires:

- 1) sans procéder à une enquête sérieuse sur leurs agissements;
- 2) sans leur donner la possibilité de se défendre;
- 3) sans tenir compte de l'opinion des populations au service desquelles se trouvent aussi les autorités.

Quelle est, d'après vous, l'opinion des populations au milieu desquelles ces prêtres exerçaient leur ministère?

Si l'on entend par populations celles qui comprennent les plus pauvres et les plus faibles, lesquels composent la presque totalité de celles de la région, nous devons constater qu'elles ont été déçues et indignées. Nous avons reçu plusieurs groupes venus apporter leur appui au travail que réalisaient ces prêtres. Certains ont proféré des menaces sérieuses contre les responsables immédiats de ces événements. Nous savons qu'ils se sont amèrement plaints par télégramme auprès des autorités civiles et ecclésiastiques, y compris le président de la République. Nous avons en notre possession une grande quantité de rapports et d'écrits divers prouvant de façon très claire l'indignation du peuple.

Quelle est la situation des autres missionnaires de Magangué?

De tels faits soulèvent chez eux un grave problème de conscience. D'une part, ils sont convaincus que la perspective de travail adoptée et

vécue par leur trois compagnons expulsés, est celle qu'exigent de ses prêtres l'Évangile et l'Église post-conciliaire. D'autre part, il est évident que, pour eux, vu l'absence de soutien de la part de leur évêque, toute nouvelle dénonciation faite par une personne influente menacée dans ses intérêts personnels ou privés, peut les conduire sur le chemin de l'expulsion sous l'accusation de guérilleros, de communistes et de subversifs.

Face à l'avenir, quelle est la décision des missionnaires de Magangué?

Devant le dilemme que nous venons d'exposer, il leur est psychologiquement impossible de continuer leur travail pastoral dans le diocèse de Magangué.

Aussi, les 18 missionnaires appartenant à ce groupe ont décidé, avec notre approbation, de chercher d'autres secteurs de travail en dehors de la Colombie. (Ils se retirent le 1er février 1973; voir El Colombiano de Medellín du 11 janvier 1973, El Periódico et El Espacio du 12 janvier 1973).

C'est pour eux un véritable choc, très douloureux, surtout si l'on tient compte du bien réel apporté par leur présence au milieu de ces populations tellement marginales.

Mais on ne peut permettre qu'ils soient livrés sans défense aux manigances de quelques hommes politiques, car c'est leur vie sacerdotale qui en subit le contrecoup et qui est atteinte. Leur départ, au contraire, peut servir de point d'interrogation pour une prise de conscience de la réalité qui est la nôtre.

(Bulletin "Cronica" n°17 de janvier 1973)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source "DIAL")